

Un symptôme de la crise que traverse notre vie politique



Depuis hier, la totalité de notre débat public se concentre sur une réplique lancée à l'Assemblée nationale. Je ne comptais pas participer au déluge des commentaires, mais cette situation est un symptôme tellement marquant de la crise que traverse notre vie politique, qu'il est difficile de rester silencieux. Trois remarques simplement.

– **Sur le contenu d'abord** : la lecture de la question posée par le député Carlos Martens Bilongo ne laisse aucun doute quant à la signification de l'interpellation de son collègue Grégoire de Fournas. Il est question du bateau Ocean Viking armé par l'ONG SOS Méditerranée, et des migrants qui sont actuellement à son bord. Lorsque Carlos Bilongo exprime ses inquiétudes sur le fait que les pays européens n'accueillent pas ce bateau, alors que la situation de ces personnes est critique et que les prévisions météo se dégradent, Grégoire de Fournas l'interrompt en disant : « Qu'il rentre en Afrique ». Quelle que soit la conjugaison retenue, il est évident qu'il parle bien de ce bateau et des migrants.

Beaucoup ont réagi à chaud en ayant entendu de bonne foi l'injonction « Rentre en Afrique ». Mais en revoyant toute la scène, il n'y a pas de doute possible. Personnellement, je n'ai pas l'habitude d'interrompre des collègues en hémicycle, et je n'aurais pas employé cette expression ; je crois à l'importance de la civilité, et à la nécessité du raisonnement, surtout sur des sujets aussi difficiles. Mais il est absurde de faire semblant de croire que Carlos Bilongo a été visé par une insulte raciste. La France Insoumise peut s'opposer à l'idée que l'Ocean Viking soit renvoyé vers un port africain ; mais elle ne peut pas raisonnablement essayer de faire croire que Grégoire de Fournas voulait envoyer en Afrique un député de la nation.

– **Comment notre vie politique a-t-elle pu devenir à ce point artificielle, pour que nous mettions tant d'énergie dans des polémiques absurdes ?** La démocratie implique bien sûr des oppositions, des clivages parfois forts, des moments de confrontation ; mais rien de tout cela n'impose de renoncer à l'honnêteté intellectuelle, à la loyauté élémentaire qui sont la condition pour que la parole publique ait un sens. J'ai un jour eu l'occasion de prendre la défense de Sibeth Ndiaye, alors porte-parole du gouvernement, à qui tout le monde s'en prenait sur le fondement d'un propos tronqué et sorti de son contexte ; et le plus inquiétant pour moi avait été la surprise que cette défense avait suscité. Il devrait être naturel de chercher à comprendre avant de condamner. « Nul ne ment autant qu'un homme indigné », écrivait Nietzsche ; notre débat public lui donne si souvent raison.

– **Dernier point, le plus important** : pendant que le bureau de l'Assemblée, la salle des Quatre colonnes, les tribunes de presse et les réseaux sociaux commentent fiévreusement des points de conjugaison et s'étudient à la subtilité des règles de liaison (doit-on prononcer le "t" muet après un éventuel « qu'ils rentrent en Afrique » ?), les Français, eux, se préoccupent des conséquences de l'impuissance de leur gouvernement à lutter contre l'immigration illégale. Au milieu des crises majeures que nous traversons, ce décalage est effarant. [Comme l'a si bien dit Julien Aubert hier soir](#), cet épisode montre surtout combien le théâtre politique semble terriblement coupé du quotidien des Français, et préoccupé de son propre spectacle au lieu de s'inquiéter de la réalité des défis existentiels auxquels nous sommes confrontés.

La NUPES manifeste, la majorité refuse de siéger ; pendant ce temps, l'Ocean Viking, lui, est toujours en mer. Ce dont il faudrait parler, c'est de l'irresponsabilité des pays européens, qui acceptent depuis longtemps que des ONG recueillent près des côtes africaines des embarcations de fortune, pour emmener ensuite leurs passagers vers l'Europe. Le gouvernement a d'ailleurs indiqué ce matin qu'il était prêt à accueillir ce navire. Mais agir ainsi, c'est rendre possible la promesse de l'immigration illégale dans nos pays, cette promesse qui a conduit tant de personnes à risquer et à perdre la vie dans l'enfer libyen et en

Méditerranée. Rappelons que des enquêtes ont documenté les contacts que plusieurs de ces ONG entretiennent, pour récupérer ces migrants en mer, avec des passeurs, et montré ainsi qu'elles concourent au sinistre business de ces réseaux qui constituent aujourd'hui la mafia la plus meurtrière du monde.

Si nous voulons empêcher que cette situation ne dure indéfiniment, si nous voulons éviter aux Français de subir plus longtemps une immigration incontrôlée dont l'actualité des dernières semaines n'a cessé de rappeler les conséquences terribles, si nous voulons que demain plus une seule personne ne se noie en mer Méditerranée, alors il faut établir ce principe simple, que nul ne pourra s'établir en France s'il n'a pas été préalablement autorisé à y entrer. Nous travaillons sans relâche au Parlement européen pour garantir ce principe. Bien sûr, cela suppose de convaincre plutôt que de provoquer, de comprendre plutôt que de s'indigner. Au-delà de la complexité et de l'importance de la question migratoire, c'est d'abord le sens même de la politique qui est en jeu. Espérons que notre débat public reviendra vite à la raison.